

b) Le cas échéant, pour les entreprises appartenant à un groupe :

Nom du(des) groupe(s) : _____

Effectif salarié du groupe à la date de la demande : |_|_|_|_|_|_|_|_| en Equivalent Temps Plein

Montant du chiffre d'affaires consolidé du groupe : |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| € dernier exercice connu

Pour les Co-entreprises, ces informations sont demandées pour chaque Groupe dans une note au format libre, annexée à ce formulaire.

DESCRIPTION DE L'ACTIVITE

a) Code APE :

b) Description sommaire de l'activité :

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

c) Principaux produits utilisés :

.....
.....
.....
.....
.....
.....

d) Caractéristiques énergétiques liée à l'activité de l'entreprise (à compléter dans le cas où le projet œuvre en faveur d'économie d'énergie):

Type d'énergie utilisée	Objectifs à l'issue du projet (ex : réduction de X%, remplacement d'une énergie fossile par une énergie renouvelable...)

DEPENSES PREVISIONNELLES

Vous devrez indiquer les dépenses prévisionnelles que vous avez choisies sur la base d'une recherche vers un coût raisonnable (choix du devis le moins élevé). Pour cela, vous devez fournir : **2 devis pour les dépenses comprises entre 2 000€ HT et 90 000€ HT, au-delà de 90 000€ HT, vous devez fournir 3 devis par dépense, en dessous de 2 000€ HT, 1 seul devis suffit.** Un seul montant devra être indiqué dans l'annexe 3.

NB : Les devis présentés pour une même dépense seront émis soit par des fournisseurs différents proposant des matériels présentant les mêmes caractéristiques techniques, soit par un même fournisseur mais qui proposera des matériels de marques différentes présentant les mêmes caractéristiques techniques. Les devis présentés devront également mentionner les coûts unitaires et les quantités (pour éviter d'avoir des devis globaux pouvant intégrer des dépenses inéligibles).

Poste de dépense	Montant prévisionnel HT en €
Investissements matériels	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
Frais généraux	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
TOTAL des dépenses	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

Plan de financement	Montant prévisionnel HT en €
Coût global du projet	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
Evaluation du total des dépenses éligibles Dont le montant de l'aide publique ⁽¹⁾ (subvention) sollicitée au titre de cette demande (25% ⁽³⁾ du total des dépenses éligibles) _ _ _ _ _ _ , _ _ €	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
Emprunt ⁽²⁾	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
Autre	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
Auto - financement	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _

(1) Préciser si vous avez fait d'autres demandes pour ce projet auprès de financeurs publics : oui non

Si oui : précisez le financeur et le montant d'aide sollicités :

_____ |_|_|_| |_|_|_| |_|_|_|, |_|_| €

(2) Le prêt a-t-il déjà été accordé par l'établissement bancaire ? : oui non

Rappel : le matériel acheté par crédit-bail n'est pas éligible au titre de cet appel à candidature.

(3) le taux d'aide publique de 25% peut être plafonné dans le cadre des aides de minimis limitées à 200 000 € pour les entreprises uniques sur une période de 3 exercices fiscaux (Cf. point 3.2.2 de l'appel à candidature)

PIECES A FOURNIR

Pièces	Type de demandeur et de projet concerné	Pièce jointe	Réservé aux services instructeurs
Exemplaire original de la demande complété et signé	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Note de présentation de l'entreprise et du projet (annexe 1)	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Comptes de résultat prévisionnels de l'entreprise (annexe 2)	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Récapitulatif des dépenses prévisionnelles (annexe 3)	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Devis estimatifs détaillés des travaux ou investissements classés par type d'investissements (annexe 3)	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Grille de sélection du dossier de demande d'aide (annexe 4)	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Relevé d'identité bancaire (en format IBAN)	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Extrait K-bis (moins de 3 mois)	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Exemplaire des statuts à jour au moment de la demande, paraphés, signés et datés	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Organigramme de l'entreprise (et du(des) groupe(s) le cas échéant)	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie de carte d'identité ou passeport ou carte de séjour du représentant légal, en cours de validité	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation de régularité fiscale et sociale (émise par le service chargé du recouvrement)	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Etude de faisabilité (si possible réalisée par un prestataire) (cf annexe I de l'AAC)	pour tout projet supérieur à 100 000 €	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Factures d'énergie (moins de 3 mois)	Si la demande concerne un projet d'économie d'énergie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Annexe 5 remplie et signée	Si la demande est portée par une grande entreprise	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Annexe 6 : attestation de perception d'aides publiques	Si les produits utilisés sont hors 1 (hors annexe I du TFUE (point 5 de l'AAP))	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plan de situation et plan de masse des travaux	le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plan des aménagements intérieurs	le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plan avant travaux et après travaux	le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Accord bancaire si le bénéficiaire a recours à un emprunt	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Fiche indicateurs (annexe 7)	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

NB : Des pièces complémentaires pourront être demandées ultérieurement si elles s'avèrent nécessaires à l'instruction du dossier

Fait à _____ le ____/____/____

Nom, prénom et qualité du signataire (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) :

Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant l'aide)

ATTESTATIONS ET ENGAGEMENTS

Je demande (nous demandons) à bénéficier des aides mentionnées dans le tableau précédent.

Je déclare (nous déclarons) que mon (notre) entreprise n'a pas fait l'objet, à la date de signature de la présente demande d'aide, d'une procédure de récupération d'une aide déclarée illégale ou incompatible par la Commission européenne (principe Deggendorf)

Je déclare (nous déclarons) et atteste (attestons) sur l'honneur pour le projet :

- ne pas avoir commencé l'exécution de ce projet, avant l'accord explicite des financeurs du présent appel à candidatures,
- ne pas solliciter d'aide pour le simple remplacement d'un matériel à l'identique,
- que les renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes concernant ma (notre) situation et mon(notre) projet et/ou provenant d'un système d'échange de données tel que mentionné à l'article L.113-12 du code des relations entre le public et l'administration, notamment celles relatives aux demandes de subventions déposées auprès d'autres financeurs publics, sont exacts et sincères,
- ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur ma demande sur le même projet et les mêmes investissements,
- le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements (travaux exécutés sur le site de l'exploitation) en application de l'article L 411-73 du code rural (si cet article s'oppose au détenteur),
- avoir pris connaissance que ma (notre) demande d'aide sera sélectionnée par appel à candidatures et pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités ou critères définis régionalement et/ou au motif de l'indisponibilité de crédits affectés à cette mesure.

Je m'engage (nous nous engageons) à :

- faire intervenir des entreprises qualifiées pour les travaux d'électricité,
- informer le service instructeur de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure, de mon (notre) projet ou de mes (nos) engagements,
- pendant une durée de trois ans à compter du versement de solde de l'aide FEADER pour les PME, maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique, les équipements et les aménagements ayant bénéficié des aides et ne pas revendre le matériel financé (ou à le remplacer sans aide). Cet engagement est porté à 5 ans pour les grandes entreprises,
- pour les grandes et très grandes entreprises, maintenir l'activité de production localisée au sein de l'Union Européenne pendant 10 ans. Lorsque l'aide européenne prend la forme d'une aide d'État, le délai de dix ans est remplacé par la période fixée dans les règles applicables aux aides d'État,
- me soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourrait résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes,
- ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet »,
- détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 années,
- accepter les conditions de valorisation de l'opération par les financeurs (par exemple : accès aux visites, supports de communication),
- réaliser l'investissement (c'est-à-dire l'ensemble des factures doivent être acquittées) au plus tard 24 mois après la date de signature de la convention d'attribution des aides,
- respecter les obligations de publicité européenne, conformément au règlement d'exécution (UE) n°808/2014 (annexe III- point 2 « responsabilités des bénéficiaires ») modifié le 29/04/2016 : si l'aide publique totale (aide FEADER comprise) est inférieure à 50 000 €, la pose d'un support est facultative et laissée au libre choix du bénéficiaire. Si l'aide publique totale (aide FEADER comprise) est supérieure ou égale à 50 000 € et inférieure à 500 000 € : la pose d'une plaque ou d'une affiche (format A3 minimum), dans un lieu aisément visible du public, à compter de la notification de l'octroi de la subvention et au moins jusqu'au paiement du solde de la subvention FEADER est obligatoire, par ailleurs, le bénéficiaire s'engage à mentionner la participation de l'Union européenne dans toute publication concernant le projet aidé (manifestation diverse, article presse, site internet...),

Je suis informé(e) (nous sommes informés) :

- qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes (nos) engagements, je devrai (nous devrons) rembourser les sommes perçues, majorées d'intérêts en cas de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur ;
- que, conformément au règlement communautaire n°1306/2013 et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER ou FEAGA. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'Etat compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi « informatique et liberté » n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant.

SIGNATURE DES ENGAGEMENTS

Je, soussigné, _____ (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) reconnaît avoir lu les engagements ci-dessus et m'engage à les respecter.

Fait à _____ le ____/____/____

Nom, prénom et qualité du signataire (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) :

Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant l'aide)

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

j'autorise

je n'autorise pas ⁽²⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

⁽²⁾ Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales.

ANNEXES AU FORMULAIRE DE CANDIDATURE N°2020

**A remplir et à joindre au dossier de candidature
datées et signées**

Dates limites de dépôt du dossier complet au guichet unique :

14/09/2020 – 1^{ère} phase
31/03/2021 – 2^{ème} phase

NB, des notes ou documents supplémentaires peuvent être déposés en compléments des annexes prévues, si l'emplacement à renseigner n'est pas suffisant.

Annexe 1 : Note de présentation de l'entreprise et du projet

Annexe 2 : Comptes de résultat prévisionnels de l'entreprise

Annexe 3 : Récapitulatifs des dépenses prévisionnelles

Annexe 4 : Grille de sélection du dossier de demande d'aide

Annexe 5 : Incitativité de l'aide

Annexe 6 : Attestation de perception des aides

Annexe 7 : Indicateurs

ANNEXE 1

NOTE DE PRESENTATION DE L'ENTREPRISE ET DU PROJET

a) Historique rapide sur les 20 dernières années (précisez notamment les évolutions de structures : fusions / acquisitions d'entreprises ou de fonds de commerce) :

b) Description détaillée de la stratégie de l'entreprise sur le moyen terme et place du projet dans cette stratégie (d'un point de vue économique, environnemental, social...) :

c) Présentation du projet dans une stratégie d'ensemble de la filière ou de développement en zones rurales (produits sous signes de qualité, circuits courts...) :

d) Moyens en ETP (Equivalent Temps Plein) :

	cadres	commerciaux	agents techniques chargés de la production	agents administratifs
Actuellement				
Après réalisation du projet				
Perspectives de développement des compétences humaines en lien avec le projet				

e) Ce projet permettra t'il d'améliorer les conditions de travail ?

oui non

Si oui, précisez :

h) Moyens de production :

- actuels (par exemple : nombre de lignes de conditionnement ou de transformation existantes):

- prévus dans le projet :

i) Principaux produits fabriqués à ce jour (notamment produits innovants ou sous signe officiel de qualité) et composition :
(pour la composition se référer à l'annexe I de l'appel à candidature pour les produits agricoles: reporter le nom des produits et les numéros de nomenclature de Bruxelles)

j) Evolution de la gamme de produit liée au projet :

k) Description du ou des marché(s) actuel(s) de l'entreprise, grandes tendances, principaux marchés (lorsque c'est possible, répartition du chiffre d'affaires par segment : Grandes et Moyennes Surfaces, Restauration Hors Foyer, commerce traditionnel, vente directe, etc..., le cas échéant part à l'export),

Principaux concurrents et place de l'entreprise face à cette concurrence :

Marchés visés avec le projet (répartition du chiffre d'affaires par segment : Grandes et Moyennes Surfaces, Restauration Hors Foyer, commerce traditionnel, vente directe, etc..., le cas échéant part à l'export) :

l) Process innovants actuellement utilisés dans l'entreprise :

Le cas échéant, présentation du ou des process innovants qui seront utilisés après mise en œuvre du projet :

m) Moyens énergétiques actuels et futurs du site de réalisation du projet

Energie	Moyens énergétiques ACTUELS		Moyens énergétiques FUTURS	
	Valeur K€/an (HT)	Quantité/an	Valeur K€/an (HT)	Quantité/an
Charbon	€	tonnes	€	tonnes
Gaz naturel	€	KWh PCS	€	KWh PCS
Butane propane	€	m ³	€	m ³
Fioul lourd	€	tonnes	€	tonnes
Fioul domestique	€	m ³	€	m ³
Autres, préciser :	€		€	

Electricité	€	kWh	€	kWh
TOTAL	€		€	

n) Incitativité de l'aide :

La subvention conditionne la réalisation du projet ? (oui / non) _____

La subvention permet d'améliorer le contenu, la qualité et/ou le dimensionnement du projet ? (oui / non) _____

La subvention accélère la réalisation du projet ? (oui / non) _____

Je, soussigné, _____ (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) atteste l'exactitude des renseignements ci-dessus.

Date :

Nom, prénom et qualité du signataire (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) :

Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant l'aide)

ANNEXE 2

L'annexe 2 complète l'annexe 1 sur l'accroissement de la valeur ajoutée, l'amélioration de la performance économique et la viabilité financière de l'entreprise après réalisation des investissements.

COMPTES DE RESULTAT PREVISIONNELS DE L'ENTREPRISE

Pour l'exercice en cours et les trois prochains exercices (en euros)

POSTES DE L'EXPLOITATION	Exercice en cours	Année	Année	Année
Chiffre d'affaires total (HT)				
(dont projet)				
Production immobilisée				
Production stockée				
Autres produits d'exploitation				
A- TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION				
Achat de matières et marchandises				
Variation de stock de matières et marchandises				
Autres achats et charges externes				
(dont sous-traitance)				
(dont crédit bail – redevances)				
B- TOTAL CONSOMMATION EN PROVENANCE DE TIERS				
C- VALEUR AJOUTEE (A - B)				
Subvention d'exploitation				
Impôts et taxes				
Charges de personnel				
D- EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION				
Dotation aux amortissements				
Autres charges d'exploitation (1)				
Autres produits d'exploitation (1)				
E- RÉSULTAT D'EXPLOITATION				
Produits financiers				
Charges financières				
(dont intérêts et charges assimilés)				
F. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS				
Produits exceptionnels				
Charges exceptionnelles				
Participation des salariés				
Impôts sur les bénéfices				
G. RÉSULTAT DE L'EXERCICE				

Valeur ajoutée par personne (en ETP)				
Capacité d'autofinancement (G + amortissements + ou - résultats exceptionnels)				

(1) Les dotations et reprises de provisions ont été considérées comme imprévisibles : elles ne sont donc pas notées dans ce tableau.

Je, soussigné, _____ (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) atteste l'exactitude des renseignements ci-dessus.

Date :

Nom, prénom et qualité du signataire (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) :

Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant l'aide)

ANNEXE 3

Nature de l'investissement	Montant prévisionnel HT en €	Nom du fournisseur à l'origine du devis retenu	RESERVE AU SERVICE INSTRUCTEUR
Ex : étude faisabilité	10 000 €	Durand	
Ex : installation d'une chambre froide	15 000 €	Dumas	
INVESTISSEMENTS MATERIELS			
SOUS TOTAL DES DEPENSES MATERIELLES	€		
FRAIS GENERAUX			
SOUS TOTAL DES FRAIS GENERAUX	€		
TOTAL DEPENSES MATERIELLES ET FRAIS GENERAUX	€		

Je, soussigné, _____ (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) atteste l'exactitude des renseignements ci-dessus.

Date :
Nom, prénom et qualité du signataire (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) :
Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant l'aide)

ANNEXE 4

Les dossiers de demande d'aide sont sélectionnés dans le cadre d'un **appel à candidatures**. Un principe de sélection est mis en œuvre dans le respect du règlement européen de développement rural. Dans le cadre de cet appel à candidatures, tout projet sollicitant une aide financière du FEADER fait l'objet d'une sélection pour répondre aux besoins stratégiques du PDR et atteindre les objectifs fixés. La grille ci-dessous permet l'attribution d'une cotation et le classement des dossiers par le guichet unique – service instructeur.

Remplir la grille ci-dessous en inscrivant vos réponses **dans les cases jaunes**. Tous les critères doivent **obligatoirement** être renseignés.

				Réservé au service instructeur
Cotation globale du dossier de demande d'aide:				/90
Création d'emploi <i>(inscrire le nombre d'emplois en emploi équivalent temps plein ETP)</i>				/30
	Avant le projet d'investissement	Après le projet d'investissement (d'ici 2 ans)	Création d'emploi en Champagne-Ardenne	
Nombre d'emplois				
dont CDI				
Démarches de filière <i>(oui/non)</i>				/20
Secteur de production animale				
Contribution à un accroissement de la transformation et/ou de la commercialisation de produits SIQO = Signe d'Identification de la Qualité et de l'Origine (AOC-AOP, AB, IGP, STG, label rouge, ...)				
Circuits d'approvisionnement de proximité <i>(oui/non)</i>				/10
Circuits d'approvisionnement de proximité			Si oui, préciser la part des approvisionnements :%	
Efficacité énergétique : projets à caractère démonstratif ou exemplaire <i>(oui/non)</i>				/25
Amélioration de l'efficacité énergétique de l'outil (économie d'énergie)			Si oui, préciser :	
Utilisation d'énergie renouvelable			Si oui, préciser :	
Certification environnementale (de type ISO14 001, ISO 50 001...)			Si oui, préciser :	
Technologies nouvelles en matière de construction des bâtiments, avec la prise en compte des mesures en faveur de la séquestration du carbone <i>(oui/non)</i>				/5
Utilisation de bio-matériaux			Si oui, préciser :	

Je, soussigné, _____ (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) atteste l'exactitude des renseignements ci-dessus.

Date :
Nom, prénom et qualité du signataire (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) :
Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant l'aide)

ANNEXE 5 : Incitativité de l'aide (à remplir uniquement par les grandes entreprises)

DEFINITION D'UNE GRANDE ENTREPRISE

On entend par « grande entreprise », toute entreprise ne remplissant pas les critères énoncés à l'annexe I du Règlement (UE) No 651/2014 DE LA COMMISSION du 17 juin 2014.

INCITATIVITE DE L'AIDE

Conformément au règlement (UE) No 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014, les grandes entreprises doivent démontrer que l'aide leur permettra de déboucher sur un ou plusieurs des résultats suivants :

- dans le cas des aides à l'investissement à finalité régionale : la réalisation d'un projet d'aide qui n'aurait pas été réalisé dans la zone concernée ou n'aurait pas été suffisamment rentable pour le bénéficiaire dans la zone concernée en l'absence d'aide;
- dans tous les autres cas:
 - une augmentation notable, résultant de l'aide, de la portée du projet/de l'activité, ou
 - une augmentation notable, résultant de l'aide, du montant total consacré par le bénéficiaire au projet/à l'activité, ou
 - une augmentation notable de la rapidité avec laquelle le bénéficiaire compte achever le projet concerné/l'activité concernée.

Les éléments de l'étude de faisabilité ou l'annexe 1 de ce formulaire doivent comporter les éléments permettant de répondre aux questions ci-dessus.

Remplir le tableau ci-dessous en inscrivant vos réponses **dans les cases jaunes**. Toutes les cases doivent **obligatoirement** être renseignées.

Questions sur l'incitativité de l'aide	Répondre par oui ou non	Réservé au service instructeur
La subvention conditionne la réalisation du projet ?		
La subvention permet d'améliorer le contenu, la qualité et/ou le dimensionnement du projet ?		
La subvention accélère la réalisation du projet ?		

Je, soussigné, _____ (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) atteste l'exactitude des renseignements ci-dessus.

Date :

Nom, prénom et qualité du signataire (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) :

Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant l'aide)

ANNEXE 6 : Attestation de perception des aides publiques

Objet: Déclaration des aides placées sous le règlement de minimis n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013

Nom du bénéficiaire :

Je soussigné(nom, prénom et qualité) représentant de, entreprise unique au sens de la définition figurant à l'article 2.2 du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, publié au Journal officiel de l'Union européenne L 352 du 24 décembre 2013, atteste :

- **A) avoir perçu** (décision d'octroi ou paiement) au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre des aides dites « **de minimis** » **entreprise** (en référence au règlement (UE) n° 1407/2013) :

Intitulé de l'aide	Numéro SIREN de l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres) ¹	Date de la décision d'octroi (ou date de paiement si absence de décision)	Montant figurant dans la décision d'octroi (ou montant perçu si absence de décision)
Total (A) des montants d'aides de minimis entreprise déjà perçus		Total (A) =	€

- **B) avoir demandé mais pas encore reçu** la décision correspondante ni le paiement relatifs à la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre des aides dites « **de minimis** » **entreprise** (en référence au règlement (UE) n° 1407/2013).

Intitulé de l'aide	Numéro SIREN de l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres) ¹	Date de la demande	Montant demandé
Total (B) des montants d'aides de minimis entreprise déjà demandés mais pas encore reçus		Total (B) =	€

- **C) demander, dans le présent formulaire, une aide** relevant du régime « **de minimis** » **entreprise** (règlement (UE) n° 1407/2013) :

Montant (C) de l'aide demandée dans le présent formulaire	(C) =	€
--	--------------	---

Total [(A)+(B)+(C)] des montants à comptabiliser sous le plafond de minimis entreprise	(A)+(B)+(C) =	€
---	----------------------	---

Date de démarrage de l'exercice fiscal

Si la somme totale des montants d'aides « de minimis » entreprise perçus et demandés [(A)+(B)+(C)] excède 200 000 €, l'aide demandée (C) dans le présent formulaire ne sera pas accordée.

Je m'engage à conserver ou fournir tout document permettant de vérifier l'exactitude de la présente déclaration, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 exercices fiscaux à compter du versement de l'aide demandée dans le présent formulaire.

Cocher la case correspondant à votre situation :

- J'atteste sur l'honneur ne pas avoir reçu, ou demandé mais pas encore reçu, d'aides de minimis au titre d'autres règlements de minimis (règlements de minimis agricole, de minimis pêche ou de minimis SIEG)
- J'ai reçu, ou demandé mais pas encore reçu, des aides de minimis au titre d'autres règlements de minimis (règlements de minimis agricole, de minimis pêche ou de minimis SIEG). **Dans ce cas je complète également les tableaux page 20 et 21 du formulaire.**

NOTICE EXPLICATIVE

1. Non cumul des plafonds d'aides de minimis au-delà du plafond le plus haut

Les entreprises ayant bénéficié :

- d'aides de minimis agricole au titre de leurs activités de production agricole primaire (plafond de 15 000€),
- d'aides de minimis pêche au titre de leurs activités dans le secteur de la pêche ou de l'aquaculture (plafond de 30 000€),
- d'aides de minimis SIEG (services d'intérêt économique général, plafond de 500 000€),

doivent remplir, **en plus de le 1^{er} tableau – page 18, le 2nd tableau – pages 20 et 21 de l'annexe 6.**

Dans le cas où votre entreprise a bénéficié, en plus des aides de minimis entreprise, d'aides de minimis agricole, pêche ou SIEG :

- le plafond maximum d'aides est de 200 000€ en cumulant le montant des aides de minimis entreprise, de minimis agricole et de minimis pêche,
- et le plafond maximum d'aides est de 500 000€ en cumulant le montant des aides de minimis entreprise, de minimis pêche, de minimis agricole, et de minimis SIEG.

2. Transferts des encours de minimis en cas d'acquisition, fusion, scission d'une entreprise

Si votre entreprise :

- a repris une autre entreprise dans le cadre de fusions ou acquisitions, et/ou
- a fait l'objet d'une scission en deux entreprises distinctes ou plus,

elle doit tenir compte des aides de minimis perçues par la (ou les) entreprise(s) pré-existante(s) dans le calcul de son plafond d'aides de minimis.

• **En cas de fusion ou acquisition (reprise totale)** d'une entreprise, la totalité des aides de minimis agricole et de minimis entreprise accordées à cette entreprise au cours de l'année fiscale en cours et des deux années fiscales précédentes sont à comptabiliser dans le cumul des aides de minimis agricole et entreprise du repreneur. Afin d'identifier ces aides considérées comme transférées à votre entreprise lorsque vous remplissez les annexes 2 et 2bis, le numéro SIREN auquel elles ont été payées doit être indiqué.

Si la somme des aides de minimis entreprise, ainsi comptabilisées dans le cumul des aides de minimis entreprise du repreneur, génère un dépassement de plafond d'aides de minimis de ce dernier, il ne sera pas demandé au repreneur de remboursement car ces aides ont été légalement octroyées. Par contre, le repreneur ne pourra pas être éligible à de nouvelles aides de minimis entreprise tant que le plafond d'aides de minimis entreprise calculé sur trois exercices fiscaux glissants ne sera pas repassé en dessous de 200 000€.

• **En cas de scission** en deux entreprises distinctes ou plus, il faut répartir les aides de minimis entreprise et de minimis agricole perçues avant la scission entre les différentes entreprises résultant de la scission en ne retenant dans le plafond d'aide de minimis de chacune que la part des aides de minimis versées au titre des activités conservées par chacune. Si une telle allocation n'est pas possible, alors les aides de minimis sont réparties proportionnellement sur la base de la valeur comptable du capital des nouvelles entreprises à la date effective de la scission.

3. Notion « d'entreprise unique »

Le numéro SIREN est le seul sous lequel les aides de minimis entreprise peuvent être comptabilisées dans la limite du plafond de 200 000€. Il n'est pas possible de disposer d'autant de plafonds de 200 000€ qu'il y a d'établissements donc de numéro SIRET au sein d'une même entreprise.

Par ailleurs si votre entreprise relève de la définition « d'entreprise unique », **vous disposez d'un seul plafond d'aides de minimis entreprise de 200 000€ commun à l'ensemble des entreprises assimilées à une seule et même « entreprise unique »**. Si votre entreprise relève de ce cas, **il faut absolument vérifier en complétant l'annexe 2 et 2 bis de votre demande d'aide de minimis, que votre entreprise comptabilise bien à la fois les aides de minimis qui lui ont été versées et celles versées aux autres entreprises composant l'entreprise unique au titre du règlement (UE) n°1407/2013**. L'attestation sur l'honneur prévue à l'annexe 6 du formulaire de demande d'aide prévoit donc que **pour chaque aide de minimis perçue soit indiqué le numéro SIREN de l'entreprise qui l'a reçue au sein de l'entreprise unique**.

Définition de « l'entreprise unique » : une « **entreprise unique** » se compose de toutes les entreprises qui entretiennent entre elles au moins l'un des quatre liens suivants :

- une entreprise a la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés d'une autre entreprise, ou
- une entreprise a le droit de nommer ou révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une autre entreprise, ou
- une entreprise a le droit d'exercer une influence dominante sur une autre entreprise en vertu d'un contrat conclu avec celle-ci ou en vertu d'une clause des statuts de celle-ci, ou
- une entreprise actionnaire ou associée d'une autre entreprise contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette autre entreprise, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci.

4. Entreprises en difficulté

Les entreprises faisant l'objet d'une procédure collective d'insolvabilité ne sont pas éligibles aux aides de minimis octroyées sous forme de prêts ou de garanties.

5. Autres précisions

Comment savoir si une aide est bien une aide de minimis entreprise ? La nature « de minimis » de l'aide est précisée sur le dossier de demande d'aide. Ce dossier fait référence au règlement (UE) n°1407/2013 lorsqu'il s'agit d'une aide de minimis entreprise.

En cas de doute, l'entreprise peut appeler l'autorité publique instruisant l'aide.

Comment calculer le plafond si vous avez bénéficié d'une aide de minimis à titre personnel (par exemple sous forme de prise en charge de cotisations sociales) et que vous exercez votre activité au sein de différentes entreprises (plusieurs SIREN) ? Vous devez répartir le montant de l'aide, au choix : soit à parts égales entre les différentes entreprises, soit au prorata du revenu provenant de chaque entreprise.

Complément à remplir obligatoirement et uniquement par les entreprises exerçant en plus des activités éligibles aux aides de minimis entreprise, des activités au titre desquelles elles ont perçu d'autres aides de minimis (agricole, pêche ou SIEG)

Si mon entreprise exerce :

- des activités de production agricole primaire au titre desquelles elle a perçu des **aides de minimis « agricole »** (en application du règlement (UE) n°1408/2013 dit « règlements de minimis agricole ».),
- et/ou des activités dans le secteur de la pêche ou de l'aquaculture au titre desquelles elle a perçu des **aides de minimis « pêche et aquaculture »** (en application du règlement (UE) n° 717/2014, dit « règlement de minimis pêche ») :

J'atteste sur l'honneur :

- **D) avoir perçu, ou demandé mais pas encore reçu**, au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre **des aides « de minimis » agricole** (en application du règlement (UE) n° 1408/2013).

Intitulé de l'aide	Numéro SIREN de l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres) ²	Date de la décision d'octroi (ou date de paiement si absence de décision) ou de demande de l'aide non encore reçue	Montant figurant dans la décision d'octroi (ou montant perçu si absence de décision) ou montant demandé si l'aide n'a pas été encore reçue
Total (D) des aides reçues ou demandées mais pas encore reçues au titre du régime d'aides de minimis agricole			Total (D) = €

Inscrire également dans ce tableau les aides de minimis agricole considérées comme transférées à votre entreprise en cas d'acquisition, de fusion ou de scission d'entreprise (voir notice explicative de l'annexe 2 paragraphe 2).

- **E) avoir perçu, ou demandé mais pas encore reçu**, au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre **des aides « de minimis » pêche** (en application du règlement (UE) n° 717/2014).

Intitulé de l'aide	Numéro SIREN de l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres)	Date de la décision d'octroi (ou date de paiement si absence de décision) ou de demande de l'aide non encore reçue	Montant figurant dans la décision d'octroi (ou montant perçu si absence de décision) ou montant demandé si l'aide n'a pas été encore reçue
Montant (E) des aides reçues ou demandées mais pas encore reçues au titre du régime d'aides de minimis pêche			Total (E) = €

Total des montants des aides de minimis entreprise ([A)+(B)+(C) en annexe 2), agricole (D) et pêche (E)	[(A)+(B)+(C)]+(D)+(E) =	€
--	--------------------------------	----------

Si la somme totale des montants d'aides « de minimis » entreprise, agricole et pêche reçus et demandés mais pas encore reçus [(A)+(B)+(C)+(D)+(E)] excède 200 000 €, l'aide demandée (C) dans le présent formulaire ne sera pas accordée.

² Selon le règlement (UE) n°1408/2013, le plafond d'aides de minimis agricole est comptabilisé par « entreprise unique ». Une entreprise unique se compose de toutes les entreprises qui entretiennent entre elles au moins l'une des relations précisées dans la notice explicative.

S'il a été confié à mon entreprise un service d'intérêt économique général au titre duquel elle a perçu des aides de minimis « SIEG » (en application du règlement (UE) n°360/2012) :

J'atteste sur l'honneur :

- F) avoir perçu, ou demandé mais pas encore reçu, au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre des aides « de minimis » SIEG (en application du règlement (UE) n° 360/2012)

Intitulé de l'aide	Numéro SIREN de l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres)	Date de la décision d'octroi (ou date de paiement si absence de décision) ou de demande de l'aide non encore reçue	Montant figurant dans la décision d'octroi (ou montant perçu si absence de décision) ou montant demandée si l'aide n'a pas été encore reçue
Total (F) des aides perçues ou demandées au titre du régime d'aides de minimis SIEG		Total (F) =	€

Total des montants des aides de minimis entreprise [(A)+(B)+(C)] en annexe 2 + aides de minimis agricole (D) + pêche (E) + SIEG (F) en annexe 2bis	[(A)+(B)+(C)]+(D)+(E)+(F) =	€
--	-----------------------------	---

Si la somme totale des montants d'aides « de minimis » entreprise, agricole, pêche et SIEG reçus et demandés mais pas encore reçus [(A)+(B)+(C)+(D)+(E)+(F)] excède 500 000 €, l'aide demandée (C) dans le présent formulaire ne sera pas accordée.

Je m'engage à conserver ou fournir tout document permettant de vérifier l'exactitude de la présente déclaration, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 exercices fiscaux à compter du versement de l'aide demandée dans le présent formulaire.

Date :

Nom, prénom et qualité du signataire (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) :

Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) :

